

TELEPHONE

Un député de l'opposition propose la privatisation pour réduire les actes de vandalisme

"La gestion des cabines publiques, nous en rêvons depuis 15 ans"

AVEZ-VOUS déjà essayé de passer un coup de fil d'une cabine publique ? Dans certaines villes, à Paris et dans la région parisienne notamment, c'est pratiquement impossible. La plupart des appareils sont hors d'usage, détruits par des vandales. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il prend des proportions telles qu'il inquiète à la fois le ministère des P.T.T. et les hommes politiques.

Pour certains, la solution passe par la privatisation de la gestion des cabines publiques. L'idée en a été lancée par François d'Aubert. Comme des milliers de Français, le député U.D.F. de la Mayenne se plaint de ne jamais pouvoir téléphoner d'une cabine publique. « Pour cause de vandalisme, dit-il, deux cabines sur trois à peu près sont en dérangement. »

Pour améliorer cette situation, François d'Aubert propose un remède : la privatisation des cabines téléphoniques. « Ce serait une parfaite illustration du libéralisme au quotidien, explique-t-il. Le service public est défaillant, car il n'est pas organisé pour faire de la gestion sur le terrain. Les P.T.T., par exemple, ne font pas de rondes pour surveiller les appareils : ils ne se rendent compte qu'une cabine est hors d'usage que lorsqu'ils remarquent, au central dont elle dépend, qu'elle n'est plus utilisée depuis plusieurs jours, quand ce n'est pas plusieurs semaines. »

François d'Aubert estime en outre que l'administration qui, par définition, n'est pas douée de l'esprit commerçant, n'implante pas forcément les cabines publiques dans les meilleurs endroits, là où elles seraient le plus facilement accessibles au public et le plus à l'abri possible des vandales.

Manque à gagner

Pour « limiter le monopole de la gestion du téléphone », selon sa propre expression, François d'Aubert a pensé à Jean-Claude Decaux, l'homme chargé à Paris et dans beaucoup de villes de France d'entretenir les abribus, les sanisettes et les panneaux de signalisation urbaine.

« Gérer les cabines publiques ? Mais nous en rêvons depuis quinze ans, dit-on dans l'entourage de Jean-Claude Decaux. Il faudrait faire preuve d'imagination, concevoir de nouveaux matériels, en modifier les emplacements. Le vandalisme attire le vandalisme. Le jour où les dégradations seront réparées rapidement, il y en aura beaucoup moins. En outre, une cabine détériorée coûte très cher en manque à gagner. Il est certainement plus rentable de remplacer dix fois par jour le cordon d'un combiné ou un cadran cassé que de laisser un téléphone inutilisable pendant plusieurs jours. Bien sûr, si l'on nous proposait d'assurer l'entretien des cabines publiques, cela n'aurait aucune conséquence sur les prix des communications. »

Il est vrai que le vandalisme coûte très cher aux P.T.T. Pour les 165.000 cabines implantées à travers toute la France, la facture est énorme : pour un chiffre d'affaires de trois milliards de francs, 320 millions l'année dernière pour les seules réparations, un milliard de manque à gagner. A Paris, 40 % des cabines en moyenne sont perpétuellement en panne et deux mille personnes sont chargées de leur entretien.

L'Etat défaillant

Député R.P.R. de l'Aveyron, Jacques Godfrain souscrit des deux mains à la proposition de François d'Aubert. En tant qu'élu local, il se plaint du manque de cabines publiques en milieu rural.

« On n'en implante pratiquement plus nulle part, dit-il. Et, lorsqu'elles se sont pas assez rentables, on demande aux communes de participer à leur financement. Je suis tout à fait d'accord pour que l'on en confie l'entretien à une société privée, quelle qu'elle soit. Puisque l'Etat est défaillant, tournons-nous vers le privé. A condition que cela ne coûte rien aux usagers. »

Les P.T.T. ont entendu la proposition de François d'Aubert de confier l'entretien des cabines à la gestion privée. Mais, au ministère personne encore n'a réagi. Il est probable que la réponse des Télécom sera « non », tant on y est jaloux du monopole et prêt en aucun cas à en lâcher une partie.

Expérience

Pourtant, les responsables des P.T.T. s'inquiètent du vandalisme qui atteint en France des proportions inconnues dans les autres pays industrialisés. Alors, pour la combattre, les spécialistes ont mis au point des combinés de plus en plus solides, des cartes de crédit pour remplacer la monnaie et éviter les vols. Rien n'y fait : les vandales se montrent de plus en plus actifs.

Actuellement, à Dijon et à Valence, on mène une expérience appelée « opération Cactus » (Centrale d'alarme pour cabine téléphonique utilisée sauvagement). Une alarme est placée dans les cabines et elle se met en route à la première tentative de vandalisme. Si les résultats sont satisfaisants, il y aura bientôt un CACTUS dans chaque cabine.

Jacques DE DANNE

estiment les collaborateurs de Jean-Claude Decaux, spécialiste du mobilier urbain



François d'Aubert (à gauche) et Jacques Godfrain : « Il faut confier au privé l'entretien des cabines téléphoniques. » Photo FRANCE-SOIR (Bernard Charlet)